

Cahier Radical

Réflexions et débats des Radicaux de Gauche

cahier N°17 - année 2022



**Jean Zay, Ministre Radical
assassiné par la Milice de Vichy**

Publication de LRDG29 à usage des militants

rédaction

5 Route de la Croix de Lasné
56450 Saint-Armel

Sur le Web :

www.lrdg29.org

Depuis plusieurs années les Radicaux de Gauche assurent au sein du Cercle Jean Zay une veille des médias, des institutions, des tendances sur plusieurs thèmes - politiques évidemment : justices, européens, économiques, scientifiques, agricoles, environnementaux, instruction et formation.

Les bouleversements politiques, d'aujourd'hui, nous conduisent à nous interroger sur les évolutions indispensables, comme ceux imposés aux citoyens contre leur gré, à la vie de la Nation.

Jean-Pierre Bernard
Animateur du Cercle Jean Zay

LES
RADICAUX
DE GAUCHE

L'Europe un nouveau champ de bataille ?

Non à la déflagration Nucléaire.

Vladimir Poutine a envahi l'Ukraine ce mois de février 2022 - Bis repetita - il l'avait déjà envahie pour s'emparer, pardon, pour «libérer» le Donbass réputé russophone du joug ukrainien, selon la dialectique poutinienne.

Comme toutes les guerres celle du Donbass fut cruelle, des milliers de morts dans les deux camps, celle de l'Ukraine aujourd'hui l'est à nouveau et le sera également encore plus.

Les arguties de la propagande du gouvernement russe sont difficiles à recevoir face au fait, bien concret, de l'invasion d'un pays indépendant.

Cependant il est assez difficile de voir clair dans ce maelstrom. D'autant que les «accords de Minsk», qui devaient régler les conflits en particulier avec le Donbass, la Géorgie, la Crimée étaient quasiment caducs dès leurs signatures Il semble bien que ni l'Ukraine, ni la Russie de V. Poutine ne les aient respectés.

A cela, outre la volonté d'extension de l'impérialisme russe, s'ajoute la volonté des USA qui, à travers l'OTAN veulent contrer les vellétés de Vladimir Poutine de rétablir l'antique empire russe.

L'Europe se découvre prise, de facto, entre deux feux et se réveille au milieu du nouveau terrain d'affrontement entre la Russie et les USA, entre deux impérialismes.

Mais fait nouveau, la menace nucléaire a été brandie par décision de Vladimir Poutine. C'est un fait. Le manque de sang-froid des forces en présence pourrait déclencher un hiver nucléaire.

Il est temps de s'interroger sur : à la fois, nos responsabilités (la France et l'Allemagne ont participé aux tractations des accords de Minsk en leurs temps), notre faiblesse en terme de défense européenne, notre intérêt, ou non, de nous aligner à travers l'OTAN sur le Maître américain.

Jean-Pierre Bernard

Secrétaire Général de la fédération LRDG du Finistère

Rédacteur en chef du cahier Radical

Don de 2 € pour nous soutenir ?

UKRAINE : la mort de la paix, la mort pour les enfants les femmes et les hommes.

UKRAINE

L'assaut global entrepris à l'initiative du Président Poutine par l'armée russe avec l'appui biélorusse vient exacerber un conflit trop négligé qui a déjà coûté 15 000 vies. Il indigné à juste titre le monde libre. Nous, Les Radicaux De Gauche, soutenons sans réserve cette condamnation et les mesures économiques sanctionnant l'agresseur. Notre pression commune est un puissant soutien au rétablissement rapide de la paix.

D'autres conditions doivent être remplies, comme la fin du dialogue de sourds entre Moscou et les Etats-Unis. Dans un conflit clairement issu de la guerre froide et impliquant les intérêts et les responsabilités des puissances majeures, les efforts pour mettre fin au calvaire des populations ne sauraient se limiter aux états européens, certaines réponses ne pouvant être données que par ceux qui disposent du choix et de l'implantation des vecteurs stratégiques.

La France peut, en adoptant un comportement stable, ferme, proportionné et donc crédible, peser pour la paix car elle est la seule dans l'Union Européenne à disposer à la fois de la dissuasion et d'une véritable relation historique avec la Russie et le peuple russe.

Ce conflit souligne aussi l'urgente nécessité d'une Communauté Européenne de Défense établie sur des bases autonomes, solides et équilibrées, qui viendrait traduire dans les faits la solidarité européenne avec l'Ukraine et contribuer à prévenir toute agression.

Les protagonistes sauront-ils garder le minimum de sang froid pour éviter un cataclysme dépassant l'imagination ? Vladimir Poutine est-il capable de raison ?

La question se pose et après l'UKRAINE, plus à l'Ouest ?

JL avec JPB



Pour mémoire trois organismes pourraient jouer un rôle à nouveau : L'**OTSC** (Organisation de Sécurité Collective, une alliance militaire regroupant plusieurs anciennes républiques soviétique autour de la Russie. L'OTAN son pendant du monde libre autour des USA.

L'**OSCE** (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), zllz compte 57 états participants en Amérique du Nord en Asie centrale et en Europe. C'est la plus grande organisation de sécurité régionale du Monde (www.osce.org/fr/).

« UKRAINE, M'ENTENDS TU ? ».

Il a cru, aux derniers jours du 20e siècle, qu'il fallait comprendre, de l'Union soviétique, de la Russie, que ce pays soit ruiné, méprisé et isolé par les vainqueurs de la guerre froide.

Mauvaise analyse du frustré.

Mauvaise analyse du frustré.

A cette époque, cet ancien officier du KGB, un inconnu sur la scène internationale, accède au pouvoir : Vladimir Poutine.

Une nomination, que seuls les stratèges du Kremlin pouvaient imaginer. Son obsession secrète d'une Russie impériale, au cœur de l'échiquier mondial : le verbe et le glaive, la marque de Poutine. C'est bien de lui dont nous parlons, celui qui est président de la fédération de Russie jusqu'en 2036 ; est-ce crédible ?.

A la fausse surprise générale, il va frapper fort et vite. Déjà en Syrie, en Tchétchénie, en Europe de l'Est, en Afrique, il l'a fait. C'est l'écoute active et numérique des brutaux et des opportunistes de Poutine, du chef de guerre, félicité par ses troupes, ceux qui sont pour une Russie respectée, crainte et fantasmée, qui traînerait par surprise en Occident. Cet Occident soit disant, désuni.

Poutine, Poutine, Poutine, bien qu'il soit seul, il est en Europe celui qui a le plus d'expérience sur les valeurs démocratiques ?... la politique étrangère ?... Vladimir Poutine a fait de la politique extérieure, son arme fatale, létale. Un outil de cohésion nationale et de fierté retrouvée.

L'ancien colonel soviétique s'emploie, depuis 20 ans, à rebâtir la Grande Russie une ambition sur les cendres d'un empire effondré ; quand on y réfléchit.

Oh Poutine ! C'est une pensée profonde, qu'il ne faut jamais oublier. Une déclaration très importante. Il disait, sur la place Rouge « **quiconque ne regrette pas, l'avenir radieux à l'homo sovieticus. Staline et ses idoles déçues, sont un cimetière d'illusions perdues, la défaite...** ». et ta mère ? Laquelle était complètement colonisée par les Américains, par les amis américains, ils étaient partout dans les ministères, dans les banques et même aux Affaires : étrangères, intérieures...

L'heure où les russes recevaient des notes de l'ambassade des États-Unis qui leurs disaient, ce qu'il fallait faire sur telle ou telle chose, cette période où les Occidentaux ont fait preuve de bruit, de triomphalisme, l'époque de Boris Elstine ; les Russes ont vraiment cru devenir un pays banal, plus ou moins normalisé mais qui paraissait comme affaibli sur le champ de bataille de la vraie grande politique de l'URSS,

celle qui a capitulé ? La honte de la défaite se mêle au sentiment d'humiliation lors de la réunification de l'Allemagne. Des promesses ont pourtant été faites, au plus haut niveau. Malgré l'engagement des occidentaux fait à Gorbatchev, les américains poursuivent l'avancée vers les Polonais, les Hongrois, les Tchèques, les roumains, les Bulgares, les Pays Baltes. Finalement ces pays rejoignent le bloc de l'Ouest. Pour Poutine c'est un véritable encerclement, une trahison toujours pas digérée, aujourd'hui. Premier coup de semonce...

Alors, il frappe du poing sur la table.

Invité à un forum sur la sécurité mondiale, c'est un président en colère, qui dénonce l'unilatéralisme américain. En 2007, pour la première fois dans son discours de Munich, Vladimir Poutine exprime d'une manière brutale son mécontentement envers le comportement occidental, à la manière de Kroutchev à l'ONU mais lui n'enlève pas sa chaussure. C'est le retour de la Russie de plain-pied dans les affaires du monde, en tant que puissance non alignée, indépendante et autonome. La réception de ce discours en Occident a été extrêmement négative. Elle a été perçue comme une déclaration surprise de la part de Moscou. C'était comme l'annonce d'une guerre froide pour mener une nouvelle guerre froide.

Du coup Vladimir Poutine, le tacticien, a choisi Sergueï Lavrov comme stratège, un président et son ministre des Affaires étrangères. L'un combat et se pose devant les caméras, l'autre est à la table des négociations. Un aigle à deux têtes avec pour une unique feuille de route, celle de redonner à la Russie son statut de puissance mondiale. Dès 2008, Vladimir Poutine, va trouver l'occasion de prouver sa sourde détermination. Un avertissement lancé à Munich. Le temps poursuit sa course, jusqu'aux frontières de la Russie. Une ligne rouge se prépare et est rapidement franchie.

La doctrine du Kremlin est pourtant sans équivoque, on ne touche pas à « mon étranger », proche de la politique étrangère. En Russie, cela repose sur la paranoïa de Poutine. Les souhaits d'occidentalisation de la Géorgie et de l'Ukraine apparaissent comme une provocation américaine. La riposte est immédiate, en Géorgie et dans les régions de conflit. Un piège est tendu par Moscou, à la Géorgie et ses alliés améri-

« Vivre pour la haine c'est vivre au service de son ennemi ».

cains. La crise géorgienne de 2008 et la crise ukrainienne de 2014 porte la même signature. la même, avec sa ficelle rouge.

Ceux sont nos amis de longue date, que sont les États-Unis ; la révolution des roses en Géorgie avait porté au pouvoir la jeune et occidentale démocratie, sous l'œil bienveillant de George Bush. Le président géorgien voulait remettre de l'ordre dans ces provinces agitées par Moscou donc il était persuadé que les Américains étaient un soutien, à fond, un soutien pour l'armée géorgienne, qui pensait la victoire facile. Le 7 août 2008, se déclare une guerre éclair et Poutine refuse de perdre cette nation, alors il menace à nouveau.

Faire de la menace une pression. Une partie de sa population y adhère mais cela est un cauchemar invisable pour le Kremlin, il faut agir et vite, pour empêcher cette catastrophe géostratégique. A trois ou quatre autour de la table, ils prennent la décision ; et là on n'est pas dans la planification d'honneur mais dans la décision prise dans une optique opportuniste, il y a quelque chose qui est mal protégée, il faut la prendre, le plus rapidement possible, créer un piège occidentale, un avantage de géopolitique pour le Kremlin. L'affaire et l'habillement présentés en référendum, organisés en Crimée consacrent à 83 % le rattachement de la région à la Russie Sébastopol.

Après se déclenche une double offensive, premièrement à l'est de l'Ukraine, dans La région du Donbass russophone, qui s'embrase ; un conflit alimenté par les hommes de Moscou. Au sud, sur la presqu'île de Crimée comme venu de nulle part, des centaines de soldats, sans aucun signe de reconnaissance distinctif prennent le contrôle de Sébastopol.

La stratégie du désordre. La marque tactique de Poutine est affirmée. Il doit rester le maître de son étranger proche, un retour de l'empereur triomphal, une fumée pour le vainqueur, il faut qu'il y ait une erreur quelque part. Les gens, qui se trompent, vont trop loin. Il faut, qu'ils aient des groupes, des minorités et il observe, il regarde, il attend. Ça s'inscrit dans son grand destin, un pays uni, c'est beaucoup mieux que le chaos de l'imprévisible ou l'arrivée des islamistes au pouvoir. En 2011 ça recommence, les révolutions du printemps arabe qui courent comme un arc de feu de Tunisie en Libye, en Égypte et jusqu'en Syrie celles qui organisent la chute des autocrates : Ben Ali, Kadhafi et Mubarak avec des sbyrres non éclairés ou des naïfs, comme Sarkozy. Un vide qui favorise la propagation de l'islam radical, il faut stopper cette contagion alors il continue, il remonte vers sa Russie qui n'est

pas loin. Il faut mettre fin à ce changement sinon, nos « amis » américains iront un peu trop loin et c'est pour cette raison-là, que la Russie est intervenue, pour mettre fin à cette politique de changement dans la région.

A la surprise générale, le 30 septembre 2015 les forces russes s'engagent dans la partie, aux côtés de Bachar al-Assad. Poutine vient de provoquer les États-Unis au Moyen-Orient. L'opération militaire en Syrie est en effet une surprise, on ne l'attendait pas. Il a réussi, là où on ne l'attend pas avec cette force, avec cette performance. C'est la première opération à l'époque post-soviétique où la Russie intervient sur un théâtre d'action à l'étranger, il envoie un déluge de fer, de feu et de chimie sur le monde, plus ou moins civilisé. Des rebelles ? Ils sont indistinctement touchés : combat au sol, appel à des mercenaires... Mais pour éviter que la mort de soldats russes heurte l'opinion, il préfère mener une guerre hybride, elle permet la discrétion. C'est avantageux de mettre en œuvre une guerre hybride, d'envoyer des troupes hybrides, que ce soit dans l'est de l'Ukraine, en Crimée ou encore en Syrie. Ils sont responsables à titre personnel, ces et ses mercenaires, sur la base de la firme.

De plus, le maître du Kremlin peut s'appuyer sur un homme mystérieux : Prigogine surnommé « le cuisinier de Poutine », celui là s'est enrichi en fournissant les cuisines du Kremlin et celle de l'armée russe, un contrat qui l'a rendu milliardaire.

Un des rares journaux d'investigation, malgré les pressions et les assassinats de 6 journalistes, a mené l'enquête sur Yevgeny Prigogine, oligarque, homme d'affaires, **Patron du groupe Wagner**, cette société de mercenaires au service des intérêts du Kremlin et mise à disposition de Bachar el-Assad ou d'autres. Des mercenaires payer avec l'argent du pétrole Syrien. Yevgeny, personnalité très obscure, très louche a été acquittés faute de preuves devant les tribunaux, de quoi vous parlez ? de quelle cuisine ? Circulez, Il n'y a rien à voir...

Ensuite, à la Douma, ils ont autorisé l'intervention militaire. Les parlementaires préfèrent fermer les yeux. En 2 années de combat, Poutine a réussi à consolider le pouvoir de Bachar el-Assad, ses « alliés » américains et européens pensaient condamner, au passage, le tacticien boucher, finalement ils ont renforcé ses positions. Le port de Tartous et la base aérienne de Raimi avec une présence définitive et un rayonnement sur la Méditerranée, une diplomatie du marteau, doublée d'une machiavélique entente avec les acteurs régionaux turcs et iraniens, saoudiens et Israéliens, sur la base aérienne de Mimine accompagné de Bachar el-Assad ont obligé Pou-

tine, le chef de guerre, d'ailleurs il viendra fêter la victoire et féliciter ses troupes.

La diplomatie arme l'armée syrienne de Bachar el-Assad, la guerre en Syrie est devenue illisible. La diplomatie occidentale tenait le président américain Barack Obama pour autoritaire mais qui, de la diplomatie au Levant a gagné le respect du Moyen-Orient ? Les États-Unis ont renié la provocation, jubilatoire.

Il y a dans le monde de la laideur, celle qui ne sait pas prendre ses responsabilités, celle qui ne sait pas soutenir ses amis, celle qui ne sait pas défendre un air de succès en Syrie, qui laisse Poutine regarder, plus loin, vers la Méditerranée. C'est du sable certes mais aussi beaucoup de pétrole. Cette occasion unique de lui laisser faire la leçon à l'Occident et à l'ONU, les désignant comme les responsables du chaos aux yeux de Moscou.

Et le 19 mars 2011, les avions français, britanniques et américains frappent Kadhafi. Objectif proclamé, protéger les populations civiles. L'Occident croit encore pouvoir offrir la paix. Cette intervention militaire est une entrée sur le « Free pétrole » et un contrôle sur la grande Méditerranée. Ce n'est pas uniquement la mer Méditerranée, c'est également la mer Rouge et également la mer Noire mais aussi les approches Atlantica de Gibraltar. Pour arrivé au 11 janvier 2017 où le porte-avion russe amiral passe ...

En janvier 2018, le premier avion Russe se pose en République centrafricaine, une livraison d'armes attendue par Valérie Zakharov, le nouveau monsieur sécurité du président, un ange gardien imposé par Moscou pour lutter contre la « pression néocoloniale » française. C'est ce narratif, qui est employé par Poutine.

Puis, le 7 novembre 2018 à Moscou, une rencontre est organisée entre le maréchal Haftar est le ministre de la Défense, reçu par l'état-major russe sous le regard de Yevgeny Prigojine, père de la compagnie de mercenaires Wagner. Une image tremblante, qui a depuis disparue des articles officiels. Il faut bien comprendre que **ce commando « Wagner » n'est pas une entreprise comme une autre, puisque elle n'a pas d'existence juridique.**

En tant que tel, pour moi, Radical de Gauche, en France, c'est plutôt, je vais le dire en toute franchise : une galaxie d'entreprises, qui ont pour centre de gravité l'industrie des armes, le soutien militaire, l'offre de pétrole & de gaz, les accès maritimes et surtout des contrats d'avenir sur des propositions alléchantes, qui participent à la réunion des forces pour fournir la logistique à ces mercenaires (près de deux mille soldats fantôme de la société Wagner) ainsi, Poutine peut garder les mains propres. Comme le parrain de la mafia vient prendre le baisé de sa bague, les sables du désert lui ouvrent la plus

importante réserve de pétrole d'Afrique malgré des infrastructures vétustes, endommagées par la guerre. Le partage de la rente du pétrole libyen est au cœur des convoitises des deux parents turc et russe. On est là, encore, et ça s'accorde sur le dos de l'Occident.

En octobre 2019 le continent africain répond à l'invitation du maître du Kremlin. Poutine se prépare à un gigantesque safari vers les marchés africains. C'est certain, le sommet Russie-Africa de Sotchi est une supercherie. Pour Paris, c'est une déflagration. Pour Poutine, les coupables sont tout désignés, pour les Russes la responsabilité, elle n'est que du côté occidental. C'est du côté occidental, qu'il y a eu tromperie, trahison, hypocrisie ce sont les termes qui reviennent fréquemment, il met l'Occident face à ses faiblesses, face à ses incohérences et il sait très bien profiter de ses faiblesses et de ses incohérences pour tirer son épingle du jeu. En Égypte il soutient le maréchal Haftar, le maître du Croissant pétroliers et de la Cyrénaïque, qui tient la Tripolitaine. L'alibi un gâteau, que l'on aimerait se partager. Une entrée sur l'Afrique du pétrole et du contrôle sur la Méditerranée.

Poutine joue l'arbitre du jeu, il impose le cessez-le-feu.

Ce que l'on constate.

Aujourd'hui, la Russie ou plutôt, Poutine, le mégalomane a repris le contrôle direct ou indirect du Caucase sud, de la Tchétchénie, de la Crimée, il se lance en Ukraine, puis ce sera la Moldavie avant de passer aux Républiques Baltes mais celles-là sont sous protection de l'Otan alors ? ... Tous continuent à craindre Vladimir Poutine et nous dans notre confort,

Une troisième guerre mondiale ?

Ce sera notre faute, qu'est-ce qu'il va faire ? comment va-t-il réagir ? nous nous questionnons.. Lui avance.



Philippe Broudeur.

Les accords de Minsk?

On découvre pour la majorité d'entre nous «les accords de Minsk» suite à l'invasion Poutinienne de l'Ukraine. Que recouvrent-ils ? En fait il y a eu plusieurs accords qui, au final, n'ont guère été respectés. L'Otan lors des conflits d'invasions successives du Donbass, de la Géorgie, de la Crimée, maintenant de l'Ukraine à plutôt laisser-faire. Un peu d'histoire... (source Wikipédia)

Accord de Minsk

L'accord de Minsk ou traité de Minsk, aussi appelé accord de Belovej, de Bialovèse ou de Belaveja (russe : Беловежские соглашения, Belovejskié soglacheniaa), est un traité signé le 8 décembre 1991 dans la forêt de Belovejb, en Biélorussie. Ce document¹ entérine la dislocation de l'Union soviétique et donne naissance à la Communauté des États indépendants (CEI). Le préambule invite par ailleurs d'autres républiques à rejoindre les trois membres fondateurs de cette nouvelle entité.

Sommaire

- 1 Signataires
 - 2 Conséquences
 - 3 Contestations
 - 4 Disparition du document
 - 5 Voir aussi
 - 6 Notes et références
- ¶ 6.1 Notes
- ¶ 6.2 Références

Signataires :

Cet accord a été signé le 8 décembre 1991 dans la forêt de Belovejc par :

- Boris Eltsine, président de **la république socialiste fédérative soviétique de Russie** ;
- Stanislav Chouchkievitch, président de **la république socialiste soviétique de Biélorussie** ;
- Leonid Kravtchouk, président de **la république socialiste soviétique d'Ukraine**.

Conséquences

Les présidents des trois principales républiques de l'Union soviétique, réunis près de Minsk, font à cette occasion le constat que le temps de cette union est terminée et donnent naissance à la Communauté des États indépendants (CEI).

Le 12 décembre 1991, le Soviet suprême de l'Union soviétique ratifie officiellement les accords, dénonce le traité d'union de 1922 et rappelle formellement les députés

russe du Soviet suprême de l'URSS.

Le 21 décembre, huit autres anciennes républiques soviétiques rejoignent la CEI lors de la signature des accords d'Alma-Ata (Kazakhstan). Les trois pays baltes, qui désirent intégrer l'Union européenne, ainsi que la Géorgie, refusent d'adhérer à la CEI.

Contestations

La légalité de cette ratification suscite toutefois des doutes parmi certains membres du Parlement russe qui notent que, selon la Constitution de la Russie de 1978, l'examen de ce document relevait de la compétence exclusive du Congrès des députés du peuple de Russie.

Ces actes de dissolution de l'Union soviétique ont été considérés comme illégaux par ce qui restait du gouvernement fédéral soviétique. Mikhaïl Gorbatchev considère que le sort de l'Union multinationale ne peut pas être déterminé par la seule volonté des dirigeants de trois républiques. Pour lui, la question doit être tranchée par des moyens constitutionnels impliquant la participation de tous les États souverains et en tenant compte de la volonté de tous leurs citoyens. **L'affirmation selon laquelle les normes juridiques de l'Union cesseraient d'être en vigueur est pour Gorbatchev illégale et dangereuse ; elle ne peut qu'aggraver le chaos et l'anarchie dans la société. Il considère que la précipitation avec laquelle le document a été publié est également très préoccupante. Il n'a pas été discuté par les populations ni par les Soviets suprêmes des républiques aux noms desquelles il a été signé. Pire encore, il est apparu au moment où le projet de traité pour une Union d'États souverains, rédigé par le Conseil d'État de l'URSS, était discuté par les parlements des républiques².**

Disparition du document

Le 7 février 2013, le comité exécutif de la CEI, dont le siège se trouve à Minsk, annonce que l'original de l'accord de Belovej est introuvable en Biélorussie³. Stanislav Chouchkievitch, le premier dirigeant biélorusse après la fin de l'URSS, aurait souhaité avoir accès au document pour rédiger ses mémoires et n'a pu y parvenir.

Cet accord ne doit pas être confondu avec :

- **le protocole de Minsk** (signé le 5 septembre 2014), accord pour tenter de faire cesser la guerre du Donbass, combats dans l'Est de l'Ukraine ;
- **Minsk II** (signé le 11 février 2015), mesures concernant également la guerre du Donbass à la suite de l'échec du protocole de Minsk (du 5 septembre précédent), mentionné à l'alinéa précédent.

Traité de Minsk

Le protocole de Minsk est un accord signé le 5 septembre 2014 par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la république populaire de Donetsk (DNR) et de la république populaire de Lougansk (LNR) pour mettre fin à la guerre en Ukraine orientale^{1,2,3}. Il a été signé après de longues négociations à Minsk, capitale de la Biélorussie, **sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**. L'accord, qui fait suite à plusieurs tentatives pour faire cesser les combats dans la région du Donbass, en Ukraine orientale, a mis en œuvre un cessez-le-feu immédiat. Cependant, **l'accord a échoué dans son objectif de faire cesser tous les combats dans l'Est de l'Ukraine**⁴.

Sommaire

- 1 Processus et rédaction du protocole
- 2 Texte du protocole
- 3 Mémoire de suivi
- 4 Efficacité
- 5 Accords de Minsk II
- 6 Fin des accords
- 7 Notes et références
- 8 Liens externes

Processus et rédaction du protocole

L'accord a été formulé par le groupe de contact trilatéral sur l'Ukraine, composé des représentants de l'Ukraine, de la Russie et de l'OSCE⁵. Le groupe a été créé en juin 2014 comme un moyen de faciliter le dialogue et la résolution des conflits dans l'Est et le Sud-Est de l'Ukraine. Les réunions du groupe avec des représentants informels des républiques populaires sécessionnistes de Donetsk et de Lougansk, ont eu lieu les 31 juillet, 26 août, 1er septembre et 5 septembre 2014. Les détails de l'accord signé le 5 septembre ressemblent largement au plan de paix en quinze points proposé par le président ukrainien Petro Porochenko le 20 juin 2014. Les représentants suivants ont signé le document⁶ :

- l'envoyée spéciale suisse de l'OSCE, représentante de l'OSCE : Heidi Tagliavini ;
- l'ancien président de l'Ukraine, représentant de l'Ukraine : Leonid Koutchma ;
- l'ambassadeur russe en Ukraine, représentant la fédération de Russie : Mikhaïl Zourabov ;
- les dirigeants de la RPD (Donetsk) et de

la RPL (Lougansk) : Alexandre Zakhartchenko et Igor Plotnitski.

Texte du protocole

Le texte du protocole comprend douze points⁷ :

1. Assurer un cessez-le-feu bilatéral immédiat ;
2. Assurer la surveillance et la vérification du cessez-le-feu par l'OSCE ;
3. Organiser une décentralisation des pouvoirs, par la mise en application d'une loi ukrainienne (loi sur le statut particulier), accordant de manière temporaire l'autonomie locale dans les oblasts de Donetsk et de Lougansk ;
4. Assurer une surveillance permanente de la frontière russo-ukrainienne par l'OSCE et instaurer une zone de sécurité à cette même frontière ;
5. Libérer immédiatement tous les otages et les personnes retenues illégalement ;
6. Adopter une loi ukrainienne visant à interdire les poursuites et les sanctions contre toutes les personnes impliquées dans la guerre du Donbass ;
7. Poursuivre un dialogue national entre les parties ;
8. Mettre en œuvre des mesures afin d'améliorer la situation humanitaire dans le Donbass ;
9. Procéder à des élections anticipées dans les oblasts de Donetsk et de Lougansk ;
10. Procéder au retrait du territoire ukrainien des formations armées et du matériel militaire illicites, ainsi que des combattants irréguliers et des mercenaires ;
11. Mettre en place un programme économique pour favoriser la reprise des activités et de l'économie locale dans le Donbass ;
12. Assurer la protection personnelle des participants aux consultations.

Mémoire de suivi

Au cours des deux semaines qui suivent la signature du protocole de Minsk, des violations du cessez-le-feu sont fréquentes de la part des deux parties au conflit^{8,9}. Les discussions se poursuivent à Minsk. Un suivi du protocole de Minsk est convenu le 19 septembre 2014. Le mémo résultant clarifie l'application du protocole. Parmi les mesures convenues à la paix, figurent notamment^{8,10,11} :

- suppression de toutes les armes lourdes dans une zone de quinze kilomètres derrière la ligne de contact, par chaque partie du conflit, afin de créer une zone démilitarisée de trente kilomètres de large en tout ;
- interdiction d'opérations offensives ;
- interdiction des vols d'avions de combat au-dessus de la zone de sécurité ;
- retrait de tous les mercenaires étrangers de la zone de conflit ;
- mise en place d'une mission de l'OSCE pour surveiller la mise en œuvre du protocole de Minsk.

Le 26 septembre, les membres du groupe de contact tri-latéral sur l'Ukraine se réunissent à nouveau pour discuter de la délimitation de la zone tampon, dans laquelle les armes lourdes seraient bannies par les parties au conflit¹². La ligne de démarcation entre la RPD et l'Ukraine est convenue entre les représentants de la RPD et les négociateurs ukrainiens, selon le vice-Premier ministre d'Ukraine, Vitali Yarema¹³. Le 2 décembre 2014, le Parlement ukrainien modifie unilatéralement la « loi sur le statut spécial », proposée dans le cadre du protocole de Minsk, alors qu'il avait approuvé certains aspects de celle-ci¹⁴.

Efficacité

Après la signature du protocole, au matin du 5 septembre 2014, les combattants du régiment Azov mentionnent l'attaque du village de Chyrokino par des militants séparatistes munis de véhicules blindés¹⁵.

La deuxième bataille pour l'aéroport international de Donetsk éclate[Quand ?] et les deux parties s'accusent mutuellement de violations continues du cessez-le-feu. L'aéroport international de Donetsk était fermé à tout trafic aérien depuis le 26 mai 2014, en raison des combats entre les forces du nouveau gouvernement ukrainien et les séparatistes pro-russes⁴. À la fin octobre 2014, le Premier ministre de la république populaire de Donetsk (RPD), négociateur et signataire du protocole de Minsk, Alexandre Zakhartchenko, déclare que les forces sous son contrôle vont revenir pour reprendre le territoire qu'elles avaient perdu face aux forces du gouvernement ukrainien lors de l'offensive de juillet 2014 et que les forces de la RPD seront prêtes à se battre dans des combats à l'arme lourde pour l'atteinte de leurs objectifs^{4,16}. Le lendemain, Zakhartchenko déclare qu'il a été mal compris, et qu'il a voulu dire que ces zones seraient reprises par des « moyens pacifiques »¹⁷. Lors de sa campagne pour les élections générales dans le Donbass menées par la DNR et la LNR, en violation alléguée du Protocole de Minsk, Zakhartchenko a déclaré : « Ce sont des moments historiques », « Nous sommes en train de créer un nouveau pays ! C'est un but fou »¹⁸. **Le président de l'OSCE, Didier Burkhalter, a confirmé que les élections étaient « contraires à la lettre et à l'esprit du Protocole de Minsk » et qu'elles « compliqueraient davantage sa mise en œuvre »**¹⁹.

S'exprimant le 5 décembre, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, affirme que les élections générales de la république populaire de Donetsk (RPD) et celles de la république populaire de Lougansk (RPL), ayant eu lieu le 2 novembre 2014, rentraient « exactement dans les prévisions des accords de Minsk », et que le parlement ukrainien aurait dû voter une loi d'amnistie envers les dirigeants de la DNR et de la LNR après les élections législatives en Ukraine en octobre 2014²⁰. Selon Lavrov, une surveillance plus étroite de la frontière russo-ukrainienne, comme spécifié dans le Protocole de Minsk, ne pourrait

avoir lieu avant qu'une telle loi d'amnistie soit approuvée²⁰. Il a dit qu'il avait pensé qu'un décret présidentiel publié le 16 septembre, qui aurait prétendument interdit la persécution des combattants séparatistes dans le Donbass, serait respecté par le gouvernement ukrainien, mais a dit aussi qu'un « projet de loi a été introduit proposant l'annulation de ce décret »²⁰.

Une étape suivante des pourparlers de paix tenus à Minsk a été suspendue le 26 décembre 2014. Toutefois, les deux parties ont confirmé que, après des heures de négociations, elles ont accepté d'échanger des prisonniers, impliquant au moins 375 prisonniers des deux côtés²¹.

Accords de Minsk II

Les accords de Minsk II, du 12 février 2015, sont signés selon le format Normandie (Hollande, Merkel, Porochenko, Poutine, avec des représentants des rebelles) et mettent en place un nouveau cessez-le-feu.

Fin des accords

En décembre 2021 selon l'agence de presse russe Tass, le chef d'état-major général des forces armées russes Valéri Guérassimov estime que « la livraison d'hélicoptères, de drones et d'avions à l'Ukraine entraînent les autorités ukrainiennes vers un chemin abrupt et dangereux. Kiev ne respecte pas les accords de Minsk. Les forces armées ukrainiennes "se vantent" d'avoir commencé à utiliser des systèmes de missiles antichars Javelin fournis par les États-Unis dans le Donbass et utilisent également des drones de reconnaissance et de frappe turcs. En conséquence, la situation déjà tendue dans l'Est de ce pays se détériore de plus en plus ²² ».

En janvier 2022, Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense de l'Ukraine, affirme que « le respect des accords de Minsk signifie la destruction du pays. **Lorsqu'ils ont été signés sous la menace armée des Russes – et sous le regard des Allemands et des Français – il était déjà clair pour toutes les personnes rationnelles qu'il était impossible de mettre en application ces documents** »²³.

Début février 2022, le président finlandais Sauli Niinistö déclare que « la solution la plus possible [à la situation actuelle] pourrait être que l'accord de Minsk soit respecté ou qu'il y ait des progrès significatifs dans sa mise en œuvre »²⁴, après ses échanges approfondis avec les chefs d'États russe et ukrainien, **le président Macron arrive à la même conclusion : « les accords de Minsk sont la meilleure chance de protection de l'Ukraine »**²⁵.

Le 15 février 2022, la Douma russe vote une demande au président Poutine de reconnaître les républiques autoproclamées de l'Est de l'Ukraine²⁶. Le lendemain, **un porte-parole du gouvernement russe confirme qu'une reconnaissance des républiques du Donbass ne serait pas**

conforme aux accords, ce que le chef de la diplomatie américaine confirme : cela « représenterait un rejet global par le gouvernement russe de ses engagements conformes aux accords de Minsk »²⁷.

Cependant, le gouvernement russe déclare que la priorité du président Poutine dans la régulation de la situation dans le Donbass demeure la mise en œuvre des mécanismes d'autonomisation prévus dans le cadre de ces accords²⁸. **La Russie reconnaît officiellement les républiques populaires autoproclamées de Louhansk et de Donetsk le 21 février 2022, ce qui met fin au protocole élaboré avec le concours de la France et de l'Allemagne** ²⁹. À la suite de cette décision, le 22 février 2022, le président Poutine dé-

clare que les accords de Minsk « n'existent plus » et que l'Ukraine, et non la Russie, est à blâmer pour leur effondrement.[réf. nécessaire]

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine ordonne l'invasion de l'Ukraine alléguant le non respect de ces accords par l'Ukraine, afin de démilitariser la zone.

Les notes et références n'ont pas été reprises dans cet article on peut retrouver ces informations sur le site de Wikipédia pour ceux qui veulent aller plus loin.

Allons-nous rejouer les accords de MUNICH ?

Tension maximale au Donbass

- Présence de troupes russes
 - ▨ Pays de l'OTSC* (Russie et son allié biélorusse)
 - Crimée, territoire ukrainien annexé par la Russie en mars 2014
 - Républiques autoproclamées contrôlées par les rebelles prorusses depuis avril 2014
 - ▨ Autre territoire hors de Russie contrôlé par les Russes
- * Organisation du traité de sécurité collective



Que sont les accords de Minsk, une solution franco-allemande à la crise ukrainienne?

La reconnaissance par la Russie de l'indépendance des régions séparatistes prorusses annihile définitivement cette solution diplomatique au conflit dans le Donbass.

Aux yeux de Moscou, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk deviennent des États indépendants. Cette reconnaissance entre en contradiction avec les accords de Minsk, signés par la Russie en 2014 et 2015.

Pour rappel, ces deux «républiques» ne seront pas intégrées au territoire russe, même s'il est probable qu'elles obtiendront un soutien massif du Kremlin. La reconnaissance de ces deux territoires séparatistes aux frontières de la Russie rappelle celle de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie au détriment de la Géorgie en 2008.

En 2019, quelques jours après l'élection de Volodymyr Zelensky en Ukraine, Vladimir Poutine avait signé un décret facilitant l'octroi de la nationalité russe aux habitants des entités séparatistes.

Vendredi dernier, les dirigeants de ces entités avaient demandé aux civils de se replier vers la Russie en prévision de combats. **Des combats que devaient éviter les accords de Minsk.**

Source Le Figaro

De Villepin à Védrynes : «Une approche prudente de la crise Ukrainienne».

«Deux anciens ministres loin de jouer les «va-t-en guerre»»

Dominique de Villepin, ancien Premier Ministre, Hubert Védrynes, ancien ministre des affaires étrangères, abordent avec beaucoup de prudence la crise ukrainienne déclenchée par Vladimir Poutine.

Dès 2005 De Villepin soulignait la nécessité de conserver la souveraineté de l'Europe au travers de grands secteurs : agriculture, recherche, sécurité, défense. Ces derniers temps, abordant le problème du Mali il éclaire ce que devrait être la philosophie diplomatique de la France. Dans cette crise Ukrainienne il ravive la mémoire des expériences passées. Il oppose une stratégie de l'évitement contre la démarche agressive des va-t-en guerre. Hubert Védrynes, pour sa part, juge l'invasion de l'Ukraine : «absurde et irrationnelle», laissant entendre que l'Otan n'était pas favorable à l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, ce qui serait contesté, et relève plus d'une démarche diplomatiquement correcte pour préserver les relations futures avec la Russie. Alors neutralité ?

«Une nouvelle Europe politique » Extraits par Dominique de Villepin

Réseau Voltaire | 1er juillet 2005 Source Le Monde

L'Europe est en crise en dépit de la volonté des peuples d'aller de l'avant... Nous ne pouvons pas rester à l'écart de ce grand mouvement de réorganisation de la planète. C'est un impératif pour notre sécurité, pour la maîtrise de notre avenir économique et pour la défense de nos valeurs.

Soit nous nous donnons les moyens de construire cette nouvelle Europe politique, soit nous nous résignons à faire de notre continent une vaste zone de libre-échange gouvernée par les règles de la concurrence. Pour construire l'Europe politique, nous devons nous faire les porteurs de projets concrets :

Il faut construire une gouvernance économique européenne. Nous devons aussi réfléchir aux grandes questions de demain, comme l'augmentation des prix du pétrole et nos réserves stratégiques.

Il faut conserver une agriculture indépendante en matière d'approvisionnement agricole. Notre agriculture, la deuxième au monde, nous a donné une puissance économique considérable... Il faut développer une politique de recherche. Je propose la création en France d'un ou deux instituts européens d'études et de technologies. Ces instituts rassembleront sur les mêmes sites les meilleurs chercheurs internationaux, des laboratoires de recherche, des entreprises innovantes. Ils seront ouverts à tous les États européens qui le souhaitent.

Il faut développer la sécurité européenne via la coopération policière et judiciaire. Le G5 (l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et la France) en est le fer de lance.

Sur la défense, les progrès accomplis ces dernières années doivent servir de base à des coopérations encore plus étroites. Il faut développer la démocratie européenne. Nous avons besoin du soutien des peuples européens.



Depuis plusieurs années, notre identité se construit dans l'adhésion à des valeurs communes. L'Europe ne doit pas subir, mais se placer résolument en initiative.

Dominique de Villepin

«Sur le Mali que dit-il ? (extraits)

«Le Mali, pays ami, s'effondre. Les djihadistes avancent vers le sud, l'urgence est là.

Mais ne cédon pas au réflexe de la guerre pour la guerre. L'unanimité des va-t-en-guerre, la précipitation apparente, le déjà-vu des arguments de la « guerre contre le terrorisme » m'inquiètent. Ce n'est pas la France. **Tirons les leçons de la décennie des guerres perdues, en Afghanistan, en Irak, en Libye.**

Jamais ces guerres n'ont bâti un Etat solide et démocratique. Au contraire, elles favorisent les séparatismes, les Etats faillis, la loi d'airain des milices armées.

Jamais ces guerres n'ont permis de venir à bout de terroristes essayant dans la région. Au contraire, elles légitiment les plus radicaux.

Jamais ces guerres n'ont permis la paix régionale. Au contraire, l'intervention occidentale permet à chacun de se défausser de ses responsabilités.

Pire encore, **ces guerres sont un engrenage**. Chacune crée les conditions de la suivante. **Elles sont les batailles d'une seule et même guerre qui fait tâche d'huile, de l'Irak vers la Libye et la Syrie, de la Libye vers le Mali en inondant le Sahara d'armes de contrebande. Il faut en finir.**

(France 2 consacrait une édition spéciale à la guerre en Ukraine. Deux visions de l'urgence)

Face à l'invasion russe en Ukraine, Bernard-Henri Lévy est partisan de la manière forte. Dans ses prises de parole, le philosophe milite pour une intervention militaire française aux côtés des forces ukrainiennes.

Une position "va-t-en-guerre" que ne partage pas Dominique de Villepin. L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac ne s'est pas privé de le dire, offrant au passage une leçon d'histoire au philosophe.

"La solution à ce drame ne sera pas militaire", tranche d'entrée de jeu Dominique de Villepin, qui poursuit : "Ayons l'intelligence et la mémoire de nous souvenir que les interventions militaires ne donnent jamais les résultats espérés".

Une première salve destinée à son contradicteur philosophe du soir, suivie d'une autre plus appuyée : "N'oublions pas les souffrances, le martyr, la souffrance qu'a connu le peuple irakien ; le martyr, la souffrance qu'a connu le peuple libyen ; n'oublions pas les souffrances que nous avons infligées par des interventions militaires sans issues !"

Le judo plutôt que la boxe

Partisan de la voie diplomatique et de la négociation face à la Russie, l'ancien Premier ministre cite Jacques Chirac qui "avait coutume de dire que face à un adversaire très déterminé – et c'est le cas de Vladimir Poutine - on ne fait pas de la boxe on fait du judo".

Cette stratégie de l'évitement, Bernard-Henri Lévy n'y croit pas. "Tant que Vladimir Poutine ne sent pas de résistance, il avance !", clame-t-il.

Le face-à-face entre les deux hommes tourne au clash et à l'attaque personnelle : "Je ne crois pas que la posture sur les plateaux de télévision soit la bonne réponse", conclut Dominique de Villepin.

Une déclaration choc.

Interrogé quelques heures après le début de la guerre en Ukraine, par le Figaro Dominique de Villepin s'est dit opposé à une intervention militaire occidentale en Ukraine. **«L'escalade militaire n'est pas la solution. C'est le piège dans lequel nous devons enfermer Vladimir Poutine : nous avons des décisions à prendre en matière de sanctions économiques et financières. Nous pouvons littéralement isoler l'économie russe, en quelques heures, du reste du monde»**, a soutenu l'ancien ministre des Affaires étrangères en rajoutant : «Nous devons le faire, de la manière la plus claire», a-t-il ajouté, appelant à agir au plus vite».

«l'Invasion russe, irrationnelle et absurde»

Invité dans une matinale de télévision, **Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères, a estimé que l'invasion russe en Ukraine était tellement «irrationnelle et absurde» qu'elle en était presque imprévisible d'un point de vue géopolitique.

«Ce n'était pas l'hypothèse numéro 1», affirme-t-il, puis de poursuivre : «Les dirigeants occidentaux s'attendaient à une opération à partir de l'Est de l'Ukraine et peut-être dans l'ensemble du Donbass», alors que l'offensive menée par la Russie vise en réalité la totalité du territoire ukrainien.

Toutefois, ce n'est pas l'analyse que fait et faisait, déjà au début des années 2000, Jean-Luc Mélenchon qui, lui aussi, condamne cette invasion tout en soulignant que dans cette affaire l'Otan, bras armé des USA, ne bougera pas. Il reste donc deux voies : celle de la négociation et des sanctions à l'égard des soutiens de Poutine : c'est à dire les oligarques russes. Ou alors la remise en cause du leadership de V Poutine en Russie... ?

Dans le Monde.

Les condamnations sont relativement unanimes mais les actions sont parfois ambiguës et l'Afrique ne prend guère parti.

Ainsi les USA demandent à la Pologne de ne pas procurer les avions qu'elle s'apprêtait à fournir à l'Ukraine. Le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, ne se fait plus guère d'illusion sur l'aide de l'Otan.

Aujourd'hui l'Europe aide à armer l'Ukraine et après ?

Quant à la Chine : Selon un communiqué publié par le président chinois, Xi Jinping, mardi 8 mars, la Chine « déplore profondément le retour de la guerre en Europe », mais elle se garde bien de condamner l'invasion russe de l'Ukraine qu'elle continue d'appeler « crise ukrainienne ».

Refusant de jouer les médiateurs, Xi Jinping a rappelé la position constante de son pays depuis le début du conflit : « la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées » et « les préoccupations sécuritaires légitimes de tous les pays doivent être prises au sérieux ».

Dans les faits, Pékin est loin d'être neutre, les autorités chinoises aidant par exemple le Kremlin en matière de propagande (selon le Monde ! sous la plume de Nathalie Guibert).

«L'Europe terrain des jeux militaires des USA et de l'Otan ? ».

L'italien Manlio Dinucci, Géographe et géopolitologue (Dernier ouvrage publié : Guerre nucléaire. Le jour d'avant, Delga (2021) met en garde sur l'Art de la guerre des Etats-Unis et de l'Otan.

« L'Art de la guerre » L'Europe, terrain de manœuvre de la stratégie USA/Otan

Réseau Voltaire | Rome (Italie) | 13 mai 2021

L'Union, dont la Défense est assurée par l'Otan en vertu des Traités pertinents, est organisée comme un vaste champ de bataille. Tous les moyens de communication, qu'ils soient terrestres ou aériens, y sont gouvernés par des impératifs militaires états-unis.

La mobilité terrestre des personnes dans l'Union européenne a été paralysée en 2020 par les confinements, principalement à la suite du blocage du tourisme. La même chose est arrivée pour la mobilité aérienne : selon une étude du Parlement européen (mars 2021), elle a subi une perte nette de 56 milliards d'euros et de 191 000 emplois directs, et plus d'1 000 000 chez les sous-traitants. La reprise, en 2021, s'annonce très problématique. Un seul secteur, en contre-tendance, a fortement augmenté sa propre mobilité : le militaire.

En ce moment, en Europe, environ 28 000 militaires sont en train de passer, avec chars d'assaut et avions, d'un pays à un autre : ils sont engagés dans la Defender Europe 21 (Défenseur de l'Europe 2021), la grande manœuvre non pas de l'Otan mais des armées US en Europe, à laquelle participent 25 alliés et partenaires européens. L'Italie y participe non seulement avec ses propres forces armées, mais en tant que pays hôte. En même temps, est sur le point de débiter l'exercice Otan Steadfast Defender (Défenseur Résolu), qui mobilise plus de 9 000 militaires états-unis et européens, y compris italiens. Il constitue le premier test à vaste échelle des deux nouveaux commandements de l'Otan : le Commandement de la Force conjointe, dont le quartier général est à Norfolk aux USA, et le Commandement de Soutien dont le quartier général est à Ulm en Allemagne. La « mission » de celui de Norfolk est de « protéger les voies atlantiques entre Amérique du Nord et Europe », qui, selon l'Otan, seraient menacées par les sous-marins russes ; celle du Commandement d'Ulm est d' « assurer la mobilité des troupes à travers les frontières européennes pour permettre un renforcement rapide de l'Alliance sur le front oriental », qui selon l'Otan serait menacé par les forces russes.

Pour cette seconde « mission », un rôle important est joué par l'Union européenne, à laquelle l'armée de Terre US en Europe a requis l'institution d'une « Aire Schengen militaire ». Le Plan d'action sur la mobilité militaire, présenté par la

Commission européenne en 2018, prévoit de modifier « les infrastructures (ponts, chemins de fer et routes) non adaptées au poids ou aux dimensions des véhicules militaires ». Par exemple, si un pont ne peut pas supporter le poids d'une colonne de chars d'assaut de 70 tonnes, il doit être renforcé ou reconstruit. Après avoir destiné à cet effet une première allocation d'environ 2 milliards d'euros, en argent public soustrait aux dépenses sociales, les ministres UE de la Défense (pour l'Italie Lorenzo Guerini) ont décidé le 8 mai de faire participer les États-Unis, le Canada et la Norvège au plan UE de la mobilité militaire. Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, présent à la réunion, a souligné que « ces alliés n'appartenant pas à l'Union européenne jouent un rôle essentiel dans la défense de l'Europe ». De cette façon l'Otan (à laquelle appartiennent 21 des 27 pays de l'UE), après avoir chargé l'UE de réaliser et de payer la restructuration des infrastructures européennes à des fins militaires, prend de fait en main la gestion de l' « Aire Schengen militaire ».

Dans une Europe transformée en place d'armes, l'adaptation des infrastructures à la mobilité des forces USA/Otan se trouve testée dans des exercices de guerre, qui prévoient « le déploiement de forces terrestres et navales de l'Amérique du Nord à la région de la mer Noire » et servent, selon les mots de Stoltenberg, à « démontrer que l'Otan a la capacité et la volonté de protéger tous les alliés de toute menace ». Ce qu'est la menace va être déclaré par les ministres des Affaires étrangères du G7 (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie et Japon), qui se sont réunis le 5 mai à Londres. Les sept ministres (pour l'Italie Luigi Di Maio, pour la France Jean-Yves Le Drian), renversant les faits, accusent la Russie « d'adopter un comportement irresponsable et déstabilisateur : accumulation massive de forces militaires russes aux frontières de l'Ukraine et en Crimée illégalement annexée, cyber-activités malveillantes pour porter atteinte aux régimes démocratiques d'autres pays, activités malveillantes et recours à la désinformation [...] Nous soulignons l'importance du respect de la Convention de Vienne » [1].

Le fait que le G7 formule de telles accusations avec les paroles mêmes employées par le Pentagone et répétées par l'Otan, confirme l'existence d'une même matrice dans la stratégie de la tension qui pousse l'Europe dans une situation de plus en plus périlleuse.

Manlio Dinucci

« S'interroger sur notre politique extérieure ».

Le quinquennat Macron a vu s'affaiblir les services du Quai d'Orsay, siège du Ministère des affaires étrangères, les décisions et les analyses étant trop souvent issues du Château, comprendre l'Élysée. Et puis Macron a été rattrapé par **la crise ukrainienne**, il s'en sert avec une certaine habileté à la fois par opportunisme pour sa campagne des présidentielles mais également par obligation vis à vis de ses responsabilités à l'égard de l'Europe. Mais assurément la situation n'est pas forcément aussi manichéenne.

Jean Levain, Secrétaire National de LRDG trace, ci-après, des pistes pour une politique extérieure nouvelle et dans la tradition des lumières.

« Il ne suffit pas de critiquer la politique extérieure de vendeurs d'armes du macronisme (c'est-à-dire le président sortant + sa "douma"), il faut aussi en proposer une autre.

A court terme, il faut bien sûr augmenter la pression économique sur la Russie pour arriver à une sortie de la situation en Ukraine acceptable par les deux parties en conflit.

Mais à moyen terme, chercher à figer dans le marbre une Europe des Marchands abonnée à la politique américaine et une France qui délaisse ses propres intérêts et sa culture mondiale pour intervenir dans les événements touchant les marches orientales de l'UE, n'en a pas non plus.

A moyen terme, se désintéresser de l'Europe - qui n'est pas et ne sera jamais l'UE - et ne s'intéresser qu'à ce qui est blanc et chrétien est impossible tout au moins pour les

héritiers des Lumières que nous sommes tous, à part quelques attardés ou réactionnaires. Faire d'une Europe de plus en plus déséquilibrée, privée du Royaume-Uni et dans une ambiance de guerre froide l'Alpha et l'Omega de l'avenir du pays et de nos 300 millions de frères en culture l'est tout autant.

Exister, ou ne plus exister, tel est le choix qui se reflète dans les options de défense et il est bien différent de celui du président sortant et de ses amis, qui préfèrent l'artifice à un projet clair : celui des dépenses du gaullisme vers sa politique extérieure sans la logique qui les sous-tendaient et l'immobilisme des scribes camouflé sous des tonnes de communication.

Redresser notre commerce extérieur, restaurer notre indépendance culturelle et économique, redevenir des artisans de la paix et du développement vertueux et non de la guerre et de l'ultra-libéralisme, c'est le projet qui sous-tend nos propositions ».

J.Levain

Réfléchir à un PROJET LRDG de Politique Extérieure.

Il s'agit ici d'**éviter deux écueils**. L'un serait de **pour-suivre la fuite en avant consistant à nous rendre, sur la base de bonnes intentions, de plus en plus dépendants d'un « système UE »** qui verrouille une politique de droite fondée sur le libéralisme et le libre-échange ainsi que l'inféodation aux USA via l'OTAN et les traités de libre-échange qui importent de facto la politique globale des USA et de leurs alliés économiques du Nouveau Continent. Les Français ont clairement refusé cette évolution mais les exécutifs n'en ont tenu aucun compte, ont fait voter le Parlement en sens inverse de ses propres mandats et persistent dans la surenchère malgré les signaux d'alarme dans l'opinion. Le risque augmente avec la future présidence EM de l'UE, qui risque de vouloir, comme en politique internationale, prendre des initiatives hasardeuses sans aucun aval citoyen ni même parlementaire.

L'autre, à l'inverse, serait de **s'enfermer dans une attitude d'isolement et de non-respect de nos « petits » partenaires** en prétendant réserver à la France le rôle de Vice-Consul d'une Europe pilotée par un mythique couple germano-français, ce qui ne pourra mener un jour ou l'autre qu'à un conflit avec notre principal partenaire, lequel générera par ricochet un rejet encore plus fort du projet européen.

Ni aveuglement, ni Frexit donc. Pour parer ces deux écueils, il suffit de revenir à l'esprit initial des Traités ce qui satisfait les européistes et les milieux d'affaires tout en proposant une reconstruction qui permettrait de rouvrir la porte au Royaume-Uni, facteur essentiel de l'équilibre de l'Europe et d'une éventuelle défense autonome du sous-continent. La fraction patriote de l'opinion s'en trouverait également satisfaite car on liquiderait ainsi les séquelles tenaces de 2005 qui ont largement nourri l'abstention : « si l'on ne tient aucun compte de mon vote, à quoi sert d'aller voter ? »

Faire évoluer l'UE vers une véritable « Europe » tout en rétablissant des passerelles avec tous les états démocratiques du sous-continent, sur la base du Conseil de l'Europe, avec une constitution fondée sur des principes humanistes, universalistes, laïques, démocratiques et non un postulat économique ou des conceptions remontant à la Guerre de Cent ans ou aux empires centraux.

Cette véritable Europe, .../... doit aussi être accueillante comme le furent les USA et **devenir universaliste et culturellement autonome sur la base de ses propres langues**, en particulier de la nôtre. On en est encore loin, alors que la seule nation anglophone majeure a quitté l'Union.

«LES IDEES EUROPEENNES D'EDOUARD HERRIOT»

Dans cette période trouble où la guerre s'est invitée quasiment à notre porte, Gilles Thévenon nous propose une lecture de la pensée européenne d'Edouard Herriot. Ancien maire de Lyon, Président du Conseil de la III^e République, membre de la famille Radicale, un des chefs du cartel des gauches dans les années trente, il avait développé une pensée européenne novatrice et porteuse de paix. La crise ukrainienne nous plonge dans la nécessité pour les hommes politiques d'aujourd'hui de réfléchir et d'agir pour la paix. Des remises en cause seront nécessaires.

LES IDEES EUROPEENNES D'EDOUARD HERRIOT Par GILLES THEVENON

Février 2022

On l'a peut-être oublié mais Edouard Herriot, présenté par Paul-Henri Spaak, le Premier ministre belge comme un « grand démocrate » et un « grand humaniste », avait présidé à Strasbourg en août 1949 la première session de l'Assemblée du Conseil de l'Europe qui venait juste de naître le 5 mai 1949. Et il déclarait alors : « pour dominer et réduire tant de difficultés, il faut un corps politique, une volonté politique, une action politique. Cette réunion représente un intérêt historique de première grandeur. Il s'agit pour nous de réussir par un effort général dans un domaine où tant d'efforts partiels ont échoué ».

En effet, la question européenne n'a jamais été absente de la pensée d'Edouard Herriot et c'est dès 1930 qu'il avait publié aux Editions Rieder un ouvrage sobrement intitulé « Europe » et qu'il fait précéder de ces lignes : « **Il ne peut pleuvoir chez mon voisin sans que je risque d'avoir les pieds mouillés** ». L'ouvrage fut considéré par Henri Hauser dans la Revue d'Histoire moderne comme un « aimable volume, composé d'une étude géographico-historique et d'une thèse de politique internationale ». Le critique se contenta d'ailleurs de commenter le premier aspect qu'il décelait dans le livre tout en se montrant assez sceptique sur les contours politiques européens esquissés par Herriot considéré cependant comme « un guide éclairé, sincère et remarquablement informé ».

Pour nous, c'est bien sûr **l'autre aspect, géopolitique, qui nous intéresse. C'est « l'organisation rationnelle de l'Europe »** comme le souligne Herriot qu'il faut présenter à la lumière de ses idées. Des idées développées dans ce livre. Dans un premier temps, il évoque « les jardins secs de l'histoire », c'est à dire les précurseurs de l'idée européenne (I) avant de développer la situation telle qu'elle se présentait en 1930 (II) puis l'entente nécessaire et la nature du lien européen qu'il envisage (III).

I. LES PRECURSEURS DE L'IDEE EUROPEENNE

Sa recherche est effectivement riche. Il sait évoquer des personnalités connues mais aussi d'autres figures moins connues comme celle de Georges de Podebrady, Seigneur tchèque du 15^{ème} siècle. Ce roi de Bohême, « prince averti » pour reprendre le mot d'Herriot avait en effet envisagé une union pacifique des pays européens, même si celle-ci se lisait dans une optique non laïque. Cette union avait pour ambition de réunir les Etats européens face à la menace turque. Elle prévoyait un trésor commun ainsi qu'un tribunal international chargé de résoudre les litiges entre les Etats membres. Cela dit, l'ambition de George de Podebrady était aussi de protéger les puissances européennes contre les prétentions temporelles du Saint-Siège. Sa proposition fut accueillie avec politesse par Louis XI en France mais aucune suite ne fut donnée.

Plus connus sont les autres précurseurs évoqués par Herriot : Sully et son Grand Dessein même s'il en limite la portée, l'Abbé de Saint-Pierre ensuite et son projet de Paix Perpétuelle en Europe puis Voltaire « injustement méconnu » sur ce point et abordant la thématique européenne dans ses Dialogues et entretiens philosophiques. Voltaire croit au progrès de l'organisation politique et sociale et à ce qu'il appelle l'entraide. Comment par ailleurs oublier Kant et son propre Projet de paix perpétuelle : « **Kant, analyse Herriot, n'a pas seulement prévu le Pacte Briand-Kellogg qui met la guerre hors-la-loi mais aussi les lois du fédéralisme** ». Kant, c'est la notion de Civitas gentium, la Société des nations. A ce titre il peut aisément être considéré comme le précurseur de l'Europe mais aussi de la SDN et de la future Organisation des Nations-Unies. Le maire de Lyon n'omet pas non plus Lamartine dont il prétend avoir « sous ses yeux » une lettre inédite de 1842 exaltant la coopération franco-allemande, « la France et l'Allemagne qui ont entre elles la solidarité de deux puissances sur qui reposent la paix et l'équilibre du continent ».

Si Herriot n'évoque pas Mazzini et son projet de Jeune Europe, il parle bien sûr de Victor Hugo, bien et de son appel en pour

Les Etats-Unis d'Europe. Et pour les penseurs du début du XXème siècle, « une jeunesse s'efforçant de réaliser le haut enseignement de Kant », il cite le comte Coudenhove-Kalergi avec son projet de « Paneurope » soulignant que c'est « **une voie vers l'universalisme** ».

II. LA QUESTION EUROPEENNE EN 1930 SELON EDOUARD HERRIOT

Le raisonnement d'Herriot s'appuie sur le célèbre discours prononcé le 5 septembre 1929 devant l'assemblée de la SDN à Genève par Aristide Briand, le ministre français des Affaires étrangères. Briand y présentait un mémorandum sur l'organisation de l'Europe. Une organisation qu'il préconisait en matière économique mais dont il laissait aussi entrevoir la portée politique : « **je suis sûr que sur le plan politique, soulignait Briand, le lien fédéral sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, pourrait être bienfaisant** ». Pour Herriot, « une part d'anticipation et d'hypothèse, un acte de foi ».

Le maire de Lyon souligne qu'il s'est immédiatement fait le « propagandiste de l'idée paneuropéenne, une idée qui recevra d'ailleurs un accueil favorable notamment en Tchécoslovaquie, à Prague – c'était l'époque des liens étroits franco-tchécoslo-

fortement tempéré puisqu'il souligne que « **l'institution du lien fédéral recherché ne saurait affecter en rien aucun des droits souverains des Etats membres** ». Herriot ne rejette pas « **la souveraineté absolue et l'entière indépendance politique sur lesquelles doit être réalisée l'entente des nations européennes** ». Sur le strict plan de l'analyse juridique, il s'agit donc d'une Europe plus confédérale que fédérale même s'il ne méconnaît pas la nécessité de constituer une « personne morale » garantie par « un pacte initial et symbolique ». C'est donc un confédéralisme tempéré, finalement pas très éloigné de la « Fédération d'Etats-Nations » que souhaitera ultérieurement Jacques Delors.

Herriot préconise donc « **une Union des Etats souverains et non une unité qui absorberait les souverainetés** » ; une union non dépourvue d'organes cependant avec une personnalité investie de droits propres sans nuire à la personnalité de chaque Etat. S'il semble fort réservé sur l'idée d'un parlement commun, « **chaque Etat ne pouvant être obligé que par son propre consentement** » écrit-il, il se montre favorable à « **des assises régulières** » : **est ainsi envisagé « un organisme de coopération européenne », un conseil des ministres européen, qui serait un organisme de droit international et non pas un organisme de droit constitutionnel.**

Ce qui signifie qu'**Herriot ne songe pas à un Etat fédéral européen**

«La tradition, c'est le progrès dans le passé ; le progrès, dans l'avenir, ce sera la tradition».

vaques- où le ministre Edvard Benes se montra partisan « du rapprochement européen » : « **ou bien nous travaillerons pour former une sorte de nouvelle union pour arriver à la plus étroite et permanente collaboration possible ; ou bien nous vivrons constamment dans le danger de voir se produire des difficultés, des conflits aboutissant à des catastrophes où la culture européenne sombrerait** ».

Il n'en demeure pas moins que, au-delà de cette constatation et de cette volonté, reste posée la question de la nature du lien que doit prendre la construction européenne envisagée. « L'enthousiasme nécessaire certes mais aussi la réussite de l'entreprise » remarque Herriot. « Nous avons gravi des sommets pour explorer l'horizon, redescendons vers la plaine et regardons le détail du terrain ».

III. QUEL LIEN POUR L'EUROPE ?

Deux postulats de base pour Herriot : tout **d'abord, la construction européenne ne peut se lire comme une action opposée aux desseins de la Société des Nations.** C'est, au contraire, « un système limité » dans un « système universel ». Il ne peut s'agir d'un « instrument de lutte contre les Etats situés en dehors de l'union ».

Deuxième postulat : le fédéralisme mis en avant par Herriot est

mais à une Union d'Etats unis par un traité et non pas par une constitution ou un traité constitutionnel. « Il faut donner un corps à l'Europe avant de lui donner une âme » conclut-il sur ce point en ajoutant qu'il faut « commencer avec prudence, agir avec modération et travailler d'abord sur les problèmes les plus simples ». Un « Discours de la Méthode » cartésien finalement cher au professeur de Lettres qu'était Edouard Herriot. Un propos peut-être peu ambitieux mais il faut se replacer dans le contexte de cette fin des années 20 et aussi un propos réaliste finalement toujours d'actualité.

L'exemple des Etats-Unis n'est pas pour lui une référence puisque « la formation d'un Etat fédéral exige des pays assez groupés par l'histoire et la géographie, comme les cantons suisses, les colonies d'Amérique ou les provinces du Canada, pour créer l'idée d'une commune nationalité ». Donc pas d'Etat européen qui pourrait, de plus, être jugé par les Américains comme une nouvelle « Sainte-Alliance » européenne rivale. Et Herriot laisse aussi la porte ouverte pour la Russie qui « remise à son tour d'une longue et terrible secousse, saura reprendre sa place dans la vie des nations européennes ».

Une coopération économique et politique européenne qui **ne peut non plus oublier la culture.** Herriot accorde ainsi un chapitre sur « le rôle de l'esprit ». L'éducation matrice de la paix et de la culture, c'est aussi cela la pensée d'Herriot. « Qui donc nous

« La pensée libre et les échanges ne connaissent pas les frontières ».



Gilles Thévenon, politologue, maître de conférences à la faculté des Hautes Etudes Internationales et Politiques (HEIP), maître en histoire et diplômé d'études approfondies en sociologie électorale, spécialiste des constitutions, de la cinquième République, de l'histoire des partis, il vient d'explorer un autre domaine et publie un nouvel ouvrage « Dernière frontière ». Il décline dans quatre nouvelles toutes les dimensions du mot : frontières politiques, amoureuses, psychologiques mais aussi les frontières entre réalité et imaginaire, entre le passé et le présent.

fera comprendre que les enfants de nos écoles d'Europe seraient tout naturellement disposés à la fraternité si l'éducation traditionnelle ne se préparait déjà à les armer contre le voisin ? » se demande-t-il pertinemment.

L'essor de l'Europe ne porte, par ailleurs, nullement atteinte aux littératures nationales. Herriot bat en brèche l'idée défendue à la SDN par la déléguée roumaine, « l'éloquente et poétique » Elena Vacaresco redoutant « le nivellement des individus et des sociétés ». Au contraire, le maire de Lyon démontre brillamment que la construction européenne ne portera pas atteinte à l'indépendance des cultures et des littératures, bien au contraire.

Pour étayer son propos, Herriot se base, encore une fois, sur les relations franco-tchécoslovaques. On sait qu'il y était très favorable et que le nom des rues de Lyon, rue et pont Masaryk, boulevard des Tchécoslovaques en témoignent d'ailleurs. Les jeunes tchèques, souligne-t-il, sont venus dès le XI^{ème} siècle « fureter les trésors de la France ». Quant à Masaryk, libérateur politique de tout un peuple, « il comprend toutes les ressources de la pensée européenne ». La Renaissance italienne en fournit d'autres exemples avec notamment « son éblouissante série de peintres ». Herriot souligne opportunément que « les plus beaux génies de la Renaissance prennent déjà le caractère européen sans rien céder de leur valeur personnelle ». La pensée libre et les échanges ne connaissent pas les frontières. Herriot aurait été, sans aucun doute, enchanté par les programmes ERASMUS.

Et face au risque que la culture et le cinéma américains ne l'emportent, il indique qu'« une concentration européenne est le seul moyen « pour conserver l'interprétation de notre culture continentale ». Lucide clairvoyance !



Édouard Herriot, né le 5 juillet 1872 à Troyes (Aube) et mort le 26 mars 1957 à Saint-Genis-Laval (Rhône), est un homme d'État français. **Membre du Parti radical**, il est une figure centrale de la III^e République.

Ministre au sein de nombreux gouvernements, il préside la Chambre des députés sous la III^e République, puis l'Assemblée nationale sous la IV^e République. Président du Conseil des ministres à trois reprises, **il est l'un des chefs du Cartel des gauches**, coalition gouvernementale et parlementaire des années 1920. Il est aussi le maire de Lyon de 1905 à 1940, puis de 1945 à sa mort. En 1946, il est élu à l'Académie française.

Donc, l'union des peuples européens est nécessaire. Et Herriot de conclure en insistant sur le fait que les efforts français déployés en ce sens par Aristide Briand qu'il soutient se motivent « **par les principes de la Révolution, par l'espoir de voir l'Europe accepter un régime de travail libre dans l'égalité et dans la paix** ».

Herriot est lui aussi un précurseur de l'idée européenne. Puisqu'il ose affirmer vingt ans avant le Traité de Paris donnant naissance en 1950 à la CECA, l'embryon de notre actuelle Europe, que l'Ode à la joie de Beethoven doit recevoir la première de ses applications.

Edouard Herriot, Europe, Les Editions Rieder, 1930, 278 p.